

Art. 3. Les amendements au traité établissant une Constitution pour l'Europe et aux protocoles y annexés qui seront adoptés sur base des articles I-32 § 5, I-40 § 7, I-55 § 4, III-167 § 2 (c), III-184 § 13, III-187 § 3, III-210 § 3, III-234 § 2, III-243, III-269 § 3, III-271 § 1, III-274 § 4, III-300 § 3, III-381, III-393, III-422 en IV-444 du Traité établissant une Constitution pour l'Europe ainsi que l'article 5 du Protocole n° 8 et de l'article 10 du Protocole n° 9, sortiront leur plein et entier effet.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 23 juin 2005.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, de la Rénovation urbaine, du Logement, de la Propreté publique et de la Coopération au développement,

Ch. PICQUE

Le ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, le Budget, du budget de la Fonction publique et des Relations extérieures

G. VANHENGEL

Le ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi, de l'Economie, de la Recherche Scientifique et de la Lutte contre l'incendie et l'Aide médicale urgente,

B. CEREXHE

Le ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de la Mobilité et des Travaux publics,

P. SMET

La ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de l'Environnement, de l'Energie et de la Politique de l'Eau,

Mme E. HUYTEBROEK

Notes

(1) Document de l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune :

Session ordinaire 2004/2005.

A-128/1 Projet d'ordonnance

A-128/3 Rapport

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption : séance du vendredi 17 juin 2005.

Art. 3. De wijzigingen aan het Verdrag tot vaststelling van een Grondwet voor Europa en aan de daarbij horende protocollen die zullen aangenomen worden op basis van de artikelen I-32 § 5, I-40 § 7, I-55 § 4, III-167 § 2 (c), III-184 § 13, III-187 § 3, III-210 § 3, III-234 § 2, III-243, III-269 § 3, III-271 § 1, III-274 § 4, III-300 § 3, III-381, III-393, III-422 en IV-444 van het Verdrag tot vaststelling van een Grondwet voor Europa en op basis van artikel 5 van het Protocol nr. 8 en van artikel 10 van het Protocol nr. 9, zullen volkomen gevolg hebben.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 23 juni 2005.

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, stadsvernieuwing, Huisvesting, Openbare Netheid en Ontwikkelingssamenwerking,

Ch. PICQUE

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbare Ambt en Externe Betrekkingen,

G. VANHENGEL

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Teverwerkstelling, Economie, wetenschappelijk Onderzoek, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

B. CEREXHE

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Mobiliteit en Openbaar Werken,

P. SMET

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Leefmilieu, Energie en Waterbeleid,

Mevr. E. HUYTEBROEK

Nota's

(1) Documenten van de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke gemeenschapscommissie :

Gewone zitting 2004/2005.

A-128/1 Ontwerp van ordonnantie

A-128/2 Verslag

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming : vergadering van vrijdag 17 juni 2005.

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2005 — 2149

[C — 2005/31283]

30 AVRIL 2005. — Décret relatif aux subventions pour l'achat, la construction, la rénovation, l'aménagement, l'équipement, l'extension et l'ameublement de certains centres, services, maisons, organismes ou initiatives d'habitations protégées relevant de la politique de l'action sociale, de la famille et de la santé

L'Assemblée de la Commission communautaire française a adopté :

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. Le présent décret est applicable aux centres de planning familial, aux centres d'action sociale globale, aux services pour les missions d'aide, d'une part aux victimes et à leurs proches et, d'autre part, aux inculpés et condamnés en liberté, aux ex-détenus et à leurs proches, aux services d'aide à domicile, aux services de santé mentale, aux services actifs en matière de toxicomanies, aux maisons médicales, aux services de soins palliatifs et continués, aux centres de coordination de soins et services à domicile, aux centres d'écoute téléphonique, aux organismes de coordination et aux initiatives d'habitations protégées agréés par la Commission communautaire française.

Art. 3. Dans les limites des crédits inscrits au budget de la Commission communautaire française, le Collège octroie des subventions pour l'achat, la construction, l'extension, la rénovation, l'aménagement, les grosses réparations, l'équipement et l'ameublement d'installation des bâtiments affectés à des centres, services, maisons, organismes ou initiatives d'habitations protégées visés à l'article 2.

Les crédits disponibles sont affectés dans l'ordre de priorité suivant :

1° sécurité et cas de force majeure;

2° achèvement de chantiers subsidiés en cours;

3° mise en conformité aux normes architecturales prévues par les législations régissant les agréments des centres, services, maisons, organismes et initiatives d'habitations protégées visés à l'article 2;

4° travaux de rénovation;

5° agrandissement des locaux nécessaire à l'amélioration de l'exercice des missions.

L'achat de terrain à bâtir, de matériel médical ou informatique est exclu du bénéfice des subventions.

Art. 4. § 1^{er}. Le taux d'intervention est fixé à 60 % du prix d'achat du bâtiment ou du montant du marché de travaux, de fournitures ou de services, pour autant que ce montant ne dépasse pas le maximum fixé par le Collège.

Le Collège fixe la part forfaitaire supplémentaire allouée pour les frais généraux.

§ 2. Toutefois, le taux d'intervention est fixé :

1° à 90 % du montant des travaux, fournitures et services, dans la limite des mesures indispensables, pour que le centre, le service, la maison, l'organisme ou l'initiative d'habitations protégées puisse répondre de manière satisfaisante aux exigences de sécurité requises en la matière;

2° à 90 % du montant des travaux, fournitures et services supplémentaires qui sont exigés au cours de la réalisation d'un projet de construction nouvelle, au cas où ce projet a fait l'objet d'une attestation du service régional d'incendie certifiant que les exigences de sécurité requises en la matière étaient respectées et qu'il apparaît toutefois par la suite que des travaux, fournitures et prestations supplémentaires sont indispensables pour répondre à de nouvelles exigences de sécurité.

Art. 5. Le Collège détermine les montants maximaux subsidiables selon les types de centres, services, maisons, organismes et initiatives d'habitations protégées visés à l'article 2, ainsi que les montants maximaux subsidiables spécifiques pour les travaux effectués lorsque le demandeur est locataire.

Art. 6. L'octroi de la subvention est subordonné aux conditions suivantes :

1° le demandeur doit fournir la preuve qu'il est à même de financer sa part du coût de l'entreprise. A cet effet, il peut être tenu compte de la valeur du terrain dont le demandeur est propriétaire;

2° le demandeur qui sollicite une subvention pour construire un bâtiment doit fournir la preuve qu'il est propriétaire du terrain à bâtir ou titulaire d'un droit emphytéose sur celui-ci;

3° le demandeur qui sollicite une subvention pour effectuer des travaux doit fournir la preuve qu'il est propriétaire du bâtiment ou titulaire d'un droit d'emphytéose;

4° le demandeur ne peut acheter le bâtiment et ne peut entamer les travaux qu'après accord préalable du Collège.

Art. 7. Le demandeur :

1° ne peut modifier l'affectation des bâtiments pendant la durée de la période d'amortissement visée à l'article 9 sans l'autorisation préalable du Collège;

2° ne peut vendre avant l'expiration des délais d'amortissement fixés à l'article 9, un bâtiment, dont l'achat ou la construction a fait l'objet d'un subside, sans autorisation préalable du Collège, et doit rembourser en cas d'aliénation de ce bâtiment, la part non amortie de la subvention accordée et 50 % de la plus-value réalisée sur la partie du bâtiment ayant fait l'objet de la subvention;

toutefois, le demandeur qui poursuit ses missions dans le cadre d'un agrément de la Commission communautaire française peut allouer la totalité de la plus-value réalisée à l'achat ou la construction d'un autre bâtiment avec autorisation préalable du Collège;

3° doit rembourser, en cas d'aliénation du bâtiment pour lequel des travaux ont été subsidiés, avant l'expiration du délai d'amortissement fixé à l'article 9, selon les modalités fixées par le Collège, la part non amortie du montant de la subvention accordée.

Art. 8. Par dérogation à l'article 6, 3°, une subvention pour l'aménagement, la rénovation ou les grosses réparations peut également être octroyée lorsque le demandeur est locataire du bâtiment à aménager aux conditions suivantes :

1° les travaux subsidiés sont indispensables pour répondre aux normes de sécurité ou aux normes architecturales imposées par la législation;

2° le demandeur conclut avec la Commission communautaire française et le propriétaire du bâtiment une convention tripartite par laquelle :

— le propriétaire autorise le locataire à effectuer les travaux subventionnés;

— le propriétaire s'engage à rembourser à la Commission communautaire française en cas d'aliénation du bâtiment entraînant la rupture du bail ou en cas de rupture du bail à son initiative et sans faute du locataire, la part non amortie de la subvention;

— le demandeur s'engage à rembourser à la Commission communautaire française la part non amortie de la subvention en cas de rupture du bail à son initiative ou par sa faute.

Art. 9. La durée d'amortissement des bâtiments acquis ou aménagés est fixée comme suit :

— 33 ans pour la construction d'un bâtiment;

— 25 ans pour l'achat d'un bâtiment;

— 15 ans pour la rénovation, l'aménagement et les grosses réparations.

Art. 10. Le Collège détermine la procédure d'introduction des demandes et d'octroi de subvention.

La procédure d'octroi de subvention à l'achat de bâtiments comporte deux étapes :

1° un accord de principe;

2° une décision définitive d'octroi de subvention.

La procédure d'octroi de subvention à la construction, l'extension, l'aménagement, la rénovation ou les grosses réparations de bâtiments ainsi que l'équipement et l'ameublement comporte cinq étapes :

1° un accord de principe;

2° un avant-projet;

3° un projet;

4° une décision définitive d'octroi de subvention;

5° un compte final d'entreprise.

Art. 11. L'article 32 du décret de la Commission communautaire française du 29 avril 1995 relatif à l'agrément et aux subventions aux services de santé mentale et l'article 35 du décret de la Commission communautaire française du 29 avril 1995 relatif à l'agrément et aux subventions aux services actifs en matière de toxicomanie sont abrogés.

Art. 12. Le Collège fixe la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Bruxelles, le 30 avril 2004.

Le Collège de la Commission communautaire française sanctionne le décret adopté par l'Assemblée de la Commission communautaire française relatif aux subventions pour l'achat, la construction, la rénovation, l'aménagement, l'équipement, l'extension et l'ameublement de certains centres, services, maisons, organismes ou initiatives d'habitations protégées relevant de la politique de l'action sociale, de la famille et de la santé.

E. TOMAS,
Ministre-Président du Collège

J. SIMONET,
Membre du Collège

D. GOSUIN,
Membre du Collège

W. DRAPS,
Membre du Collège

A. HUTCHINSON,
Membre du Collège

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2005 — 2149

[C — 2005/31283]

30 APRIL 2005. — Decreet betreffende de toelagen voor de aankoop, de bouw, de renovatie, de inrichting, de uitrusting, de uitbreiding en de meubilering van sommige centra, diensten, huizen, instellingen of initiatieven van beschut wonen die ressorteren onder het beleid van sociale acties, gezinnen en gezondheid

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie heeft aangenomen :

Artikel 1. Onderhavig besluit regelt een in artikel 128 van de Grondwet bedoelde materie, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet.

Art. 2. Onderhavig decreet is van toepassing op de centra voor gezinsplanning, de centra voor globale sociale acties, de diensten voor de opdrachten van bijstand, enerzijds aan de slachtoffers en hun naasten en anderzijds aan de beschuldigen en veroordeelden in vrijheid, aan ex-gevangenen en hun naasten, de diensten voor thuishulp, de diensten voor geestelijke gezondheidszorg, de diensten actief inzake druggebruik, de medische huizen, de diensten voor thuishulp, de diensten voor palliatieve en voortgezette zorgen, de coördinatiecentra voor verzorging en diensten voor thuishulp, de centra voor telefonische opvang, de coördinatie-instellingen en de initiatieven van beschut wonen die erkend zijn door de Franse Gemeenschapscommissie;

Art. 3. Binnen de grenzen van de in de begroting van de Franse Gemeenschapscommissie ingeschreven kredieten verleent het College toelagen voor de aankoop, de bouw, de uitbreiding, de renovatie, de inrichting, de grote herstellingswerken, de uitrusting en de bemeubeling ter installatie van de gebouwen die worden gebruikt door de in artikel 2 bedoelde centra, diensten, huizen, instellingen of initiatieven van beschut wonen.

De beschikbare kredieten worden besteed in de volgende orde van voorrang :

1° veiligheid en geval van overmacht;

2° voltooiing van betoelaagde werven die aan de gang zijn;

3° het in overeenstemming brengen met de architecturale normen die zijn voorzien door de wetgevingen die de erkenningen regelen van de in artikel 2 bedoelde centra, diensten, huizen, instellingen en initiatieven van beschut wonen;

4° renovatiewerken;

5° uitbreiding van de lokalen die noodzakelijk is voor de verbetering van de uitoefening van de opdrachten.

De aankoop van bouwterreinen, van medische apparatuur of informatica is uitgesloten van toelagen.

Art. 4. § 1. Het interventiepercentage is vastgesteld op 60 % van de aankoopprijs van het gebouw of van het bedrag van de opdracht van werken, leveringen of diensten, voor zover dit bedrag het door het College bepaalde maximumbedrag niet overschrijdt.

Het College bepaalt het bijkomende forfaitair aandeel dat wordt toegekend voor de algemene kosten.

§ 2. Het interventiepercentage wordt evenwel als volgt vastgesteld :

1° op 90 % van het bedrag van de werken, leveringen en diensten, binnen de grens van de onontbeerlijke maatregelen opdat het centrum, de dienst, het huis, de instelling of het initiatief van beschut wonen op een bevredigende wijze kan voldoen aan de terzake opgelegde veiligheidseisen;

2° op 90 % van het bedrag van de bijkomende werken, leveringen en diensten die vereist zijn tijdens de realisatie van een nieuw bouwproject, in het geval waarin het project het voorwerp heeft uitgemaakt van een attest van de gewestelijke brandweer dat aantoont dat de terzake opgelegde veiligheidseisen nageleefd waren en dat evenwel vervolgens blijkt dat bijkomende werken, leveringen en diensten onontbeerlijk zijn om te voldoen aan nieuwe eisen inzake veiligheid.

Art. 5. Het College bepaalt de maximum betoelaagbare bedragen volgens de in artikel 2 bedoelde types van centra, diensten, huizen, instellingen en initiatieven van beschut wonen, evenals de specifieke maximum betoelaagbare bedragen voor de verrichte werken indien de aanvrager huurder is.

Art. 6. De toekenning van de toelage is ondergeschikt aan de volgende voorwaarden :

1° de aanvrager moet het bewijs leveren van het feit dat hij in de mogelijkheid verkeert om zijn aandeel in de kostprijs van de aanneming te financieren. Hiertoe kan rekening worden gehouden met de waarde van het terrein waarvan de aanvrager eigenaar is;

2° de aanvrager van een toelage om een gebouw op te trekken moet ervan het bewijs leveren dat hij eigenaar is van het bouwterrein of houder is van een erfpachtrecht op dit terrein;

3° de aanvrager van een toelage om werken uit te voeren moet ervan het bewijs leveren dat hij eigenaar is van het gebouw of houder van een erfpachtrecht;

4° de aanvrager mag het gebouw slechts aankopen en de werken slechts starten na voorafgaand akkoord van het College.

Art. 7. De aanvrager :

1° mag de bestemming van de gebouwen niet wijzigen tijdens de in artikel 9 bedoelde duur van de afschrijvingsperiode zonder voorafgaande toelating van het College;

2° mag voor het verstrijken van de in artikel 9 bepaalde afschrijvingstermijnen een gebouw niet vervreemden waarvan de aankoop of de bouw het voorwerp heeft uitgemaakt van een toelage, zonder de voorafgaande toelating van het College, en moet bij vervreemding van dit gebouw het niet-afgeschreven aandeel van de toegekende toelage terugbetalen en 50 % van de gerealiseerde meerwaarde op het gedeelte van het gebouw dat het voorwerp heeft uitgemaakt van de toelage;

De aanvrager, die zijn opdrachten vervult in het kader van een erkenning van de Franse Gemeenschapscommissie, mag evenwel de totaliteit van de gerealiseerde meerwaarde besteden aan de aankoop of de constructie van een ander gebouw, mits de voorafgaande toelating van het College;

3° moet, bij vervreemding van het gebouw, waarvoor werken werden betoelaagd, voor het verstrijken van de in artikel 9 bepaalde afschrijvingstermijn, volgens de de door het College bepaalde modaliteiten, het niet-afgeschreven gedeelte van het bedrag van de verleende toelage terugbetalen.

Art. 8. In afwijking van artikel 6, 3° mag eveneens een toelage voor de inrichting, de renovatie of de grote herstellingswerken worden toegekend indien de aanvrager huurder is van het in te richten gebouw, dit tegen de volgende voorwaarden :

1° de betoelaagde werken zijn onontbeerlijk om te voldoen aan de veiligheidsnormen of de architecturale normen opgelegd door de wetgeving;

2° de aanvrager sluit een driepartijenovereenkomst met de Franse Gemeenschapscommissie en de eigenaar van het gebouw waarbij :

— de eigenaar de huurder machtigt om de betoelaagde werken uit te voeren;

— de eigenaar zich verbindt tot de terugbetaling aan de Franse Gemeenschapscommissie van het niet-afgeschreven aandeel van de toelage in geval van vervreemding van het gebouw die de verbreking van de huurovereenkomst meebrengt of bij verbreken van de huurovereenkomst op zijn initiatief en zonder fout van de huurder;

— de aanvrager zich ertoe verbindt om aan de Franse Gemeenschapscommissie het niet-afgeschreven aandeel van de toelage terug te betalen bij verbreking van de huurovereenkomst op zijn initiatief of door zijn fout.

Art. 9. De afschrijvingsduur van de aangekochte of ingerichte gebouwen wordt als volgt bepaald :

— 33 jaar voor de constructie van een gebouw;

— 25 jaar voor de aankoop van een gebouw;

— 15 jaar voor de renovatie, de inrichting en de grote herstellingswerken.

Art. 10. Het College bepaalt de procedure voor de indiening van de aanvragen en de toekenning van de toelagen.

De procedure voor de toekenning van de toelage voor de aankoop van gebouwen omvat twee fasen :

1° een principieel akkoord;

2° een definitieve beslissing wat betreft de toekenning van de toelage.

De procedure voor de toekenning van de toelage voor de bouw, de uitbreiding, de inrichting, de renovatie of grote herstellingswerken aan gebouwen, evenals de uitrusting en de meubilering omvat vijf fasen :

1° een principieel akkoord;

2° een voorontwerp;

3° een ontwerp;

4° een definitieve beslissing wat betreft de toekenning van de toelage;

5° een eindafrekening van de aanneming.

Art. 11. Artikel 32 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 29 april 1995 betreffende de erkenning en de betoelaging van de diensten van geestelijke gezondheidszorg en artikel 35 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 29 april 1995 betreffende de erkenning en de betoelaging van de diensten actief inzake druggebruik zijn ingetrokken.

Art. 12. Het College bepaalt de dag van inwerkingtreding van onderhavig decreet.

Brussel, 30 april 2004.

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie keurt het decreet goed dat is aangenomen door de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de toelagen voor de aankoop, de bouw, de renovatie, de inrichting, de uitrusting, de uitbreiding en de meubilering van sommige centra, diensten, huizen, instellingen of initiatieven van beschut wonen die ressorteren onder het beleid van sociale acties, gezinnen en gezondheid.

E. TOMAS,

Minister-Voorzitter van het College

J. SIMONET,

Lid van het College

D. GOSUIN,

Lid van het College

W. DRAPS,

Lid van het College

A. HUTCHINSON,

Lid van het College

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2005 — 2150

[C — 2005/31284]

14 AVRIL 2005. — Arrêté 2005/4 du Collège de la Commission communautaire française portant application du décret relatif aux subventions pour l'achat, la construction, la rénovation, l'aménagement, l'équipement, l'extension et l'ameublement de certains centres, services, maisons, organismes ou initiatives d'habitations protégées relevant de la politique de l'action sociale, de la famille et de la santé

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu le décret de la Commission communautaire française du 13 mai 2004 relatif aux subventions pour l'achat, la construction, la rénovation, l'aménagement, l'équipement, l'extension et l'ameublement de certains centres, services, maisons, organismes et initiatives d'habitations protégées relevant de la politique de l'action sociale, de la famille et de la santé et notamment ses articles 4, § 1^{er}, 5, 10, et 12;

Vu l'avis du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé, donné le 29 avril 2004;

Vu l'avis de l'Inspectrice des Finances, donné le 1^{er} février 2005;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du Budget, donné le 14 avril 2005;

Vu l'avis 37.401/4 du Conseil d'Etat donné le 13 juillet 2004 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition des Membres du Collège chargés de l'Action sociale, de la Famille et de la Santé

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

le décret : le décret de la Commission communautaire française du 13 mai 2004 relatif aux subventions pour l'achat, la construction, la rénovation, l'aménagement, l'équipement, l'extension et l'ameublement de certains centres, services, maisons, organismes ou initiatives d'habitations protégées relevant de la politique de l'action sociale, de la famille et de la santé;

le Collège : le Collège de la Commission communautaire française;

le Membre du Collège : le Membre du Collège chargé de l'Action sociale et de la Famille ou le Membre du Collège chargé de la Santé;

l'administration : les services du Collège de la Commission communautaire française;

le montant maximum subsidiable : le montant maximum des achats et travaux pris en considération pour calculer le montant de la subvention suivant les règles fixées à l'article 4 du décret et dans le présent arrêté.

CHAPITRE II. — Dispositions générales relatives aux subventions

Art. 3. § 1^{er}. Le montant maximum subsidiable est fixé à :

1^o 800 € par m² et 450 m² maximum pour les centres de planning familial, les centres d'action sociale globale, les services pour les missions d'aide, d'une part aux victimes et à leurs proches et, d'autre part, aux inculpés et condamnés en liberté, aux ex-détenus et à leurs proches, les services de santé mentale, les services actifs en matière de toxicomanies, les maisons médicales, les services d'aide à domicile, les services de soins palliatifs et continués, les centres de coordination de soins et services à domicile, les centres d'écoute téléphonique et les organismes de coordination;

2^o 30.000 € par place agréée pour les initiatives d'habitations protégées;

3^o 25.000 € pour les travaux effectués lorsque le demandeur est locataire.